

Une nouvelle catastrophe se prépare

Michel Muller

L'Humanité, 15 juillet 1994, page 9

Les miliciens et l'armée rwandaise fuient devant l'avance des forces du Front patriotique, dans le nord-ouest du pays entraînant avec eux des centaines de milliers de personnes. Dans le Sud-Ouest sous contrôle français la situation humanitaire devient aussi tragique.

APRES la chute, mercredi soir, de Ruhengeri, leur dernière place forte dans le nord-ouest du Rwanda, les résidus de l'armée gouvernementale et des milices fuient vers Goma, la ville zaïroise située à la frontière et servant de base arrière à l'expédition française.

Les fuyards entraînent avec eux des centaines de milliers de civils rwandais, parmi lesquels nombre de ceux qui ont été frappés par la folie meurtrière des massacres de la communauté tutsie et des opposants au régime défunt. La propagande des massacreurs qui avaient poussé ces personnes au meurtre les a lancées sur les routes en leur faisant croire qu'à leur tour elles allaient être massacrées par les combattants du FPR.

En vingt-quatre heures, près de deux cent mille personnes ont franchi, dans un désordre effroyable, la frontière zaïroise. De l'autre côté, à Goma, une ville de 150.000 habitants, les réfugiés sont à leur tour victimes, tout à la fois, des milices du maréchal-président

Mobutu, de sa « garde civile » et de ses gendarmes. Ces hommes de main de la dictature zaïroise, laissent passer ces camions transportant des militaires et des miliciens rwandais armés. En revanche ils pillent systématiquement les maigres biens des réfugiés. Ceux-ci, n'ayant plus aucune réserve de vivres, se répandent dans les champs et les jardins des habitants de Goma pour y trouver de la nourriture, provoquant, en retour, la colère de la population zaïroise.

« On risque d'assister à un désastre auquel on ne pourra faire face que difficilement », a déclaré jeudi Tony Burgener, l'un des porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) de son côté, tente d'ouvrir des camps mais affirme que « la situation pourra très vite tourner au cauchemar ». Cet exode pourrait, selon les derniers bilans, dépasser celui qui avait conduit 250.000 réfugiés en Tanzanie.

Dans le sud-ouest du pays, la région sous contrôle du corps expéditionnaire français devient aussi un cauchemar pour les 500.000 Rwandais qui s'y sont réfugiés. « Où que l'on regarde, il y a des gens, des gens. La situation se résume en quelques mots : un désastre humain et écologique potentiel dans quelques semaines », a dé-

claré le directeur du Programme alimentaire mondial au Burundi, Gemmo Lodesani, de retour d'une tournée dans les régions rwandaises de Gikongoro et Cyangugu.

Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères français, Paris a demandé jeudi aux chefs d'Etat des pays voisins du Rwanda - Zaïre, Ouganda, Tanzanie, Burundi et Kenya - d'organiser « sans délai un sommet destiné à trouver les conditions d'un règlement politique tant il apparaît évident qu'aucune solution militaire ne permettra une réconciliation durable au Rwanda ». Dans le même temps, le gouvernement français a demandé une région d'urgence du Conseil de sécurité « pour mobiliser l'aide humanitaire indispensable et accélérer la

mise en place d'un cessez-le-feu ».

Les autorités françaises, qui ont largement contribué à cette nouvelle catastrophe annoncée en intervenant d'une manière intempestive - l'arrivée du corps expéditionnaire français ayant provoqué un formidable exode de rwandais vers la zone dite de sécurité - tentent ainsi une fois de plus de déga-ger leurs responsabilités. Dans le même temps elles poursuivent leur tentatives d'imposer une solution dont l'objectif est d'empêcher, par les moyens les plus détestables, les forces démocratiques rwandaises de reprendre en main, pacifiquement, les destinées du pays pour le reconstruire, comme l'a déclaré le premier ministre désigné par les accords d'Arusha, Faustin Twagiramungu, à son arrivée hier à Kigali.